Censurer les médias, recours du gouvernement contre le “printemps thaïlandais”

mardi 20 octobre 2020, par Courrier International (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2020).

Les manifestations se poursuivent en Thaïlande malgré l’interdiction de tout rassemblement. Le gouvernement tente de censurer certains médias et de contrôler les réseaux sociaux, très utilisés par les jeunes contestataires.

“La Thaïlande est en révolte. Les contestataires prennent les rues, jour après jour, se réunissant par dizaine de milliers en signe de défiance contre l’état d’urgence du gouvernement thaïlandais”, écrit le site **Thai Enquirer** au lendemain de la cinquième journée de manifestations depuis l’interdiction de tout rassemblement émise le jeudi 15 octobre, , et alors que de nouvelles mobilisations étaient prévues en fin de journée partout dans le pays.

Enthousiaste, le site poursuit la description d’un mouvement qui ne semble pas faiblir :

> “Des enfants de cinq ans participent, les lycéens et les étudiants sont en première ligne. De plus en plus de chefs de file sont arrêtés, mais de nouveaux visages émergent. Parfois, les haut-parleurs se taisent, mais la foule n’en demeure pas moins électrisée. Au milieu du mois d’octobre, nous avons affaire à un printemps thaïlandais.”

Cinquième jour de manifestation

Dimanche en fin de journée, explique Nikkei Asia, les rassemblements colorés, nombreux et de petite taille se sont multipliés dans la capitale et dans au moins 19 lieux du pays, notamment à Korat, dans le Nord-Est, et à Hua Hin, au bord du golfe de Thaïlande, où la famille royale possède une résidence de villégiature.

“*Les images des représentants des étudiants et des militants arrêtés ces derniers jours étaient brandies par les manifestants*”, indique le journal, qui consacre sur son site une page à la couverture des événements en Thaïlande. Contrairement à ce qui s’était passé dans la nuit du 16 octobre, la police n’a pas réagi, et les manifestants se sont dispersés dans le calme.

Des rassemblements qui devraient reprendre en fin de journée lundi à Bangkok et en province, les appels en ce sens se multipliant sur les réseaux sociaux. Les jeunes manifestants bravent la pluie pour réitérer leurs trois revendications principales : la démission du Premier ministre Prayuth Chan-ocha et de son gouvernement, des modifications constitutionnelles et une réforme de la monarchie.

“*La pression monte et les manifestants ne semblent pas baisser les bras. Quelle sera la réaction des autorités ?*” s’interroge Nikkei Asia.

Sauvons les médias

Lundi, la censure était à l'ordre du jour. Plusieurs médias en ligne et réseaux sociaux sont dans le collimateur du gouvernement. Une enquête est en cours contre *The Reporters*, *The Standard*, *Prachatai et Voice TV*, explique le site **Khaosod.**. L'enquête devra déterminer s'ils ont commis des infractions au regard de l'état d'urgence renforcé promulgué le 15 octobre. Les représentants de ces médias ont indiqué n'avoir violé aucune loi et être déterminés à poursuivre leur travail d'information, précise Khaosod.

L'annonce de ces mesures de censure a immédiatement provoqué la création et la diffusion des hashtags #SaveFreeMedia et #save□□□□□□□□, indique *Thai Enquirer* dans un autre article, les internautes exprimant "*leur frustration*" face à la décision gouvernementale.

"*Oh… mon cher gouvernement, tu prouves ainsi au monde que nous ne sommes pas un pays démocratique*", peut-on ainsi lire sur Twitter.

> Oh.. my dear government you have just proved to the world that we are not the democratic country. #save□□□□□□□□ #□□□□19□□□□ pic.twitter.com/JQ6C8RuI0s
>
> — baitong (@angeleyes909) October 19, 2020

Lundi, également, le gouvernement a demandé la suspension de l'usage du réseau Telegram, très utilisé pour organiser les rassemblements. Des poursuites seront également engagées contre les internautes diffusant des messages contraires à l'état d'urgence.

Thai Enquirer précise que le ministère de la Société et de l'Économie digitale aurait déjà repéré 324 990 messages de ce type, diffusés entre le 13 et le 18 octobre, impliquant des leaders du mouvement de contestation, des hommes politiques ou de simples utilisateurs de réseaux sociaux : 245 000 de ces messages auraient été diffusés sur Facebook et 75 000 sur Twitter.

Courrier International

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

https://www.courrierinternational.com/article/contestation-censurer-les-medias-recours-du-gouvernement-contre-le-printemps-thailandais